

La bioéthique, terrain miné pour Macron

Sur la possible extension de la PMA, Edouard Philippe a souhaité un débat « le plus intelligent possible »

C'est un chantier à haut risque pour Emmanuel Macron. Si le président de la République ne compte pas revenir sur sa promesse d'ouvrir la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, il sait à quel point le sujet est politiquement inflammable dans un pays qui, il y a encore cinq ans, se déchirait sur le mariage pour tous. D'autant que les opposants de droite – Laurent Wauquiez (Les Républicains) et Marine Le Pen (Rassemblement national) – ont décidé d'en faire un combat. Et que La Manif pour tous a déjà commencé à organiser des manifestations.

« J'ai la conviction que nous ne pouvons pas, sur ces sujets, rechercher le consensus », a déclaré le premier ministre, Edouard Philippe, mercredi 26 septembre, à l'Assemblée nationale. Mais nous devons rechercher le débat le plus intelligent possible, au sens où nous pouvons, je crois, écouter et respecter les convictions des autres. » Dans la même veine, la ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn, qui va défendre le texte, a souhaité « un débat apaisé » qui « ne soit pas hystérisé ».

Autant de vœux (pieux ?) qui disent, en creux, l'inquiétude de l'exécutif, lequel sait combien l'affaire est politiquement risquée. Comme secrétaire général adjoint de l'Élysée, sous le précédent quinquennat, Emmanuel Macron a assisté à l'accouchement dans la douleur de la loi ouvrant le mariage et l'adoption pour tous les couples. Pendant la campagne présidentielle de 2017, le candidat d'En marche ! avait jugé que les opposants au mariage pour tous avaient été « humiliés ». Et qu'il fallait savoir écouter cette « France-là ».

A l'Élysée, l'entourage du président s'est également penché sur la manière dont le débat sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) s'est déroulé au milieu des années 1970, pour en tirer des enseignements. « Simone Veil a eu l'intelligence de ne pas en faire

une conquête féministe, mais un sujet de santé publique, car les femmes qui se faisaient avorter clandestinement y laissaient souvent la vie », explique un proche de l'exécutif.

« Aujourd'hui, 75 % des Français sont favorables à l'extension de la PMA. La société a profondément évolué », note Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Mais ce débat va bien au-delà du sujet de la PMA, il mobilise des systèmes de valeurs entiers, c'est la question de l'individualisation des droits des personnes qui est en jeu par rapport à celle des normes essentielles. C'est pour cela que ce débat est inflammable. »

Pour autant, l'exécutif n'envisage en aucun cas de renoncer à la PMA pour toutes. Interrogé sur Europe 1, mardi, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a souhaité « que l'on puisse aller jusqu'au bout ». « C'est une promesse de campagne », rappelle-t-on à l'Élysée. C'est aussi « un élément de la jambe gauche de la politique d'Emmanuel Macron », analyse de son côté François Patriat, président du groupe La République en marche (LRM) du Sénat.

Épineuse réforme

Alors que l'image du chef de l'État, qui a multiplié les réformes économiques, s'est droitisée depuis son élection, cette mesure sociétale – la première de son quinquennat – constituerait sans conteste un marqueur de gauche. Selon un sondage Ipsos, en date du 13 juin, 80 % des sympathisants LRM y sont favorables. Ce chiffre monte à 89 % dans les rangs socialistes et descend à 59 % pour les sympathisants de LR et à 65 % pour ceux du RN.

La loi sur la bioéthique doit être présentée en conseil des ministres à la fin de l'année, avant d'être débattue au Parlement début 2019. Si elle parvient à éviter les écueils ayant jalonné le parcours du mariage pour tous, qui avait fait descendre dans la rue plusieurs dizaines de milliers d'opposants, ce texte présente un autre avantage putatif pour l'exécutif.

Alors que le gouvernement prépare une épineuse réforme des retraites pour 2019, et qu'il devrait tenir des positions fermes sur l'immigration pendant la campagne des élections européennes, la loi sur la bioéthique pourrait lui permettre d'envoyer des signaux à l'électorat de gauche ayant voté pour M. Macron.

Mais l'exécutif devra d'ici là diriger le débat. Et répondre aux inquiétudes qui se sont déjà exprimées. Que ce soit celles de la Conférence des évêques, qui a publié un long texte le 21 septembre, ou de La Manif pour tous, qui a déjà lancé une campagne d'affichage et dont la présidente, Ludovine de La Rochère, court les plateaux de télévision pour critiquer la réforme.

Le gouvernement a déjà indiqué qu'il n'était pas question de légaliser la gestation pour autrui (GPA), c'est-à-dire le recours aux mères porteuses. Le fait d'utiliser « le corps d'une femme pour lui faire porter un enfant qu'elle ne gardera pas (...) rentre dans la marchandisation du corps humain », a insisté M^{me} Buzyn. Sur la question d'une « référence paternelle », que les opposants à la PMA pour toutes jugent nécessaire, l'exécutif ne s'est pas encore prononcé. Mais il pourrait y répondre, s'il décidait, dans la loi sur la bioéthique, de revenir sur l'anonymat du don de sperme.

L'extension de la PMA, première mesure sociétale du quinquennat, constituerait sans conteste un marqueur de gauche

Par ailleurs, cela fait des mois qu'Emmanuel Macron travaille à calmer le jeu. Il a beaucoup consulté et notamment multiplié les gestes à l'égard des catholiques, très sensibles aux questions

bioéthiques. Le 9 avril, devant les évêques réunis au Collège des Bernardins, il a ainsi regretté que le lien entre l'Église et l'État soit « *abîmé* » et exprimé le souhait de le « *réparer* ».

Depuis le début de l'année, le chef de l'État a organisé deux dîners, consacrés à la fin de vie (le 13 février) et à la procréation (le 23 mai). Y assistaient Agnès Buzyn, mais aussi des représentants des cultes, des généticiens, des philosophes, des pédiatres ou des pédopsychiatres... « *Le 23 mai, Tugdual Derville [ancien porte-parole de La Manif pour tous] y était. Tout comme le gynécologue François Olivennes ou la sociologue Irène Théry* », précise-t-on à l'Elysée.

Sujets délicats

Les États généraux de la bioéthique – débats qui se sont déroulés entre janvier et mai –, sous l'égide du Comité consultatif national d'éthique, ont en outre permis à M. Macron de dresser une photographie partielle de l'état de l'opinion sur ces sujets délicats. Mardi 25 septembre, le CCNE a clos ce cycle avec la remise de son avis sur

la bioéthique, qui se dit favorable à la PMA pour toutes, mais aussi à la congélation des ovocytes, la levée de l'anonymat des dons de sperme, la recherche sur l'embryon ou les tests génétiques...

« *Cet avis ne préjuge en rien de ce que nous allons faire* », précise prudemment l'Elysée, où l'on fait remarquer en outre que la personnalité de la ministre de la santé, ancienne médecin, qui portera le débat, n'est pas de nature à enflammer le débat. « *Christiane Taubira, qui portait la loi sur le mariage pour tous, était beaucoup plus clivante* », reconnaît un conseiller du président. « *Je ne crois pas à une répétition du mariage pour tous*, explique Brice Teinturier. *A l'époque, les sympathisants de droite qui manifestaient se mobilisaient certes contre le mariage homosexuel. Mais ils avaient aussi la volonté d'en découdre avec un pouvoir socialiste honni.* » ■

VIRGINIE MALINGRE

La droite et l'extrême droite prêtes au combat

Très mobilisés contre le mariage pour tous, LR et le RN s'opposeront aussi à une extension de la procréation médicalement assistée

Vers un deuxième round ? L'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes seules et aux couples de femmes envisagée par Emmanuel Macron pourrait réveiller la vive opposition de la droite et de l'extrême droite qui s'était exprimée lors des débats sur le mariage pour tous, en 2012 et 2013. Le parti Les Républicains (LR) comme le Rassemblement national (RN, ex-Front national) ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éventuel projet de loi en la matière. Ce qui ne préjuge pas de leur attitude au cas où La Manif pour tous susciterait une nouvelle mobilisation. Il y a cinq ans, les deux camps avaient majoritairement défilé au côté du mouvement. Un épisode qui a laissé des traces.

La position officielle de LR consiste à rejeter toute modification de la loi. « *Notre parti est contre l'extension de la "PMA sans père"*, affirme Laurence Sailliet, porte-parole de LR, qui reprend à son compte l'expression de La Manif pour tous. *Il y a une pénurie de gamètes, cette réforme mène-rait à leur marchandisation.* »

Le président de LR, Laurent Wauquiez, a répété son opposition à titre personnel. « *Un enfant reste le fruit d'une femme et d'un homme. La société qui revient sur cela va vers un monde sans repères* », estimait-il dans un entretien à *Valeurs actuelles*, en septembre 2017. Rien d'étonnant de la part de celui qui s'était retrouvé en première ligne lors des manifestations contre le mariage pour tous. M. Wauquiez a par ailleurs pesé de

tout son poids pour que Sens commun, l'émanation politique de La Manif pour tous, puisse trouver sa place au sein de LR.

Le débat concernant la PMA doit néanmoins encore avoir lieu au sein du parti. Le vice-président de LR, Jean Leonetti, spécialiste reconnu des questions de bioéthique, devrait ainsi participer à une réunion du groupe à l'Assemblée nationale pour aborder cette question. « *Nous ne sommes pas ici dans le médical, mais le sociétal. L'extension de la PMA n'est pas la réponse à une anomalie mais à un désir*, souligne-t-il. *C'est un sujet à polémique sur lequel nous n'avons pas la sérénité et le large consensus que pouvait attendre le président de la République.* »

« *Il faut aborder ce débat avec du respect et beaucoup de tact, car il*

charrie de la souffrance humaine, ajoute Bruno Retailleau, président du groupe LR du Sénat. Mais cette réforme serait un nouveau pas dans la fabrique d'enfant, la marchandisation n'est pas loin. La marche vers la GPA [gestation pour autrui] est au bout du chemin. » Signe que l'attitude de la droite est surveillée comme le lait sur le feu, le premier ministre, Edouard Philippe, a échangé avec Jean Leonetti sur le sujet. Pour prendre la température.

« On regrette tous un peu »

Mais rien ne dit, à ce stade, que l'opposition de LR se traduira dans la rue. L'ex-président du parti, Jean-François Copé, confie avoir « mal vécu » les mobilisations contre le mariage pour tous, auxquelles il s'était mêlé en tant

que chef de parti. « *C'est le seul regret politique que j'ai. Je l'ai fait pour rassembler la droite, mais je ne suis pas à l'aise avec la position que j'ai défendue* », explique-t-il. « *On regrette tous un peu* », abonde un député LR, qui avait lui aussi participé aux manifestations.

Le parti de Marine Le Pen, lui, serre les rangs. L'extension de la PMA, tout le monde est contre au RN. Dimanche 23 septembre, la présidente du parti d'extrême droite a d'ailleurs tenu à rappeler la ligne officielle : « *La PMA doit être réservée aux couples qui ont des problèmes d'infertilité et à ceux qui risquent de transmettre à leurs enfants des maladies graves.* »

En octobre 2017, la députée du Pas-de-Calais avait repris un argument de La Manif pour tous en déclarant qu'« *avec l'extension de la PMA, on ment à l'enfant. Un enfant est le fruit d'un homme et d'une femme* ». De là à accompagner le mouvement conservateur catholique jusque dans la rue... En 2013, sous l'influence de son bras droit de l'époque, Florian Philippot, la fille de Jean-Marie Le Pen avait refusé de se mêler

aux manifestations. Elle promettait néanmoins d'abroger le texte si elle arrivait au pouvoir.

Son absence dans le cortège avait été d'autant plus remarquée que certains élus frontistes s'y étaient rendus parés de leur écharpe tricolore, comme les députés Gilbert Collard... et Marion Maréchal-Le Pen, qui n'avait pas encore gommé le nom « Le Pen » de son patronyme. L'ancienne élue de Vaucluse avait même appelé à « *l'insoumission* » dans un discours remarqué, épisode qui lui a permis d'éclorre sur la scène nationale. Depuis, la jeune femme, comme M. Philippot ont quitté le parti lepéniste, laissant Marine Le Pen seule en scène. Il est toujours plus facile de trouver une position commune avec soi-même. ■

OLIVIER FAYE
ET LUCIE SOULLIER

Agnès Buzyn de la voix prête à donner

En plus des plans santé et pauvreté, la très technique ministre de la santé devra défendre, dans les mois à venir, l'ouverture de la PMA aux femmes célibataires et aux couples lesbiens

PORTRAIT

Je suis très énervée ! » Mains croisées devant elle, dos droit sous sa veste de tailleur blanche, Agnès Buzyn fronce les sourcils. Assise à sa table de travail, dans son vaste bureau de l'avenue Duquesne, à Paris, la ministre des solidarités et de la santé ne digère pas les critiques dont a fait l'objet le plan de lutte contre la pauvreté présenté le 13 septembre.

« *Trop de mauvaise foi et de postures* », gronde l'hématologue de 55 ans. « *Les mêmes disent en privé que c'est bien et l'inverse quand ils sont en public. C'est très difficile pour moi* », confie-t-elle au Monde, désarmante de sincérité.

Agnès Buzyn n'en a pourtant pas fini avec le combat politique. Après la stratégie de lutte contre la pauvreté et le plan santé – deux chantiers lourds repoussés à plusieurs reprises et dévoilés ces der-

nières semaines au côté d'Emmanuel Macron –, la ministre venue de la société civile défend depuis mardi 25 septembre, avec son collègue du budget, Gérard Darmanin, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2019, « *exact reflet des transformations engagées* » selon elle.

Ce rendez-vous, la novice en politique dit l'aborder le mors aux dents. Fini de se laisser caricaturer en bourgeoise lisse et

bien élevée. « *Je me rends compte que bien faire ne suffit pas, qu'il faut aussi avoir une voix qui porte, sans tomber dans la caricature de politique politicienne*, souligne cette admiratrice de Winston Churchill, les yeux bleus soudain plus durs. *Maintenant que les réformes sont là, j'ai des choses à porter, vous allez m'entendre ! Je vais être plus punchy. Je vais attaquer, moi aussi !* »

Manque de chance ou d'expé-

rience, sa première mise en pratique lui a valu une volée de bois vert. Répondant, le 18 septembre dans l'Hémicycle aux reproches de Jean-Hugues Ratenon, député (La France insoumise) de La Réunion, Agnès Buzyn, d'habitude mesurée, s'emballe et l'accuse de ne pas vouloir résoudre la pauvreté « *car vous en vivez! Vous vous en nourrissez!* » Problème, l'intéressé bénéficiait lui-même du revenu de solidarité active (RSA) avant d'être élu. Contrite, la ministre lui a envoyé un mot manuscrit expliquant que sa réponse traduisait « *un propos politique mais nullement une attaque personnelle* ».

« Spontanéité »

Agnès Buzyn est, il est vrai, une habituée des impairs. En juillet, elle avait annoncé le report du plan pauvreté pour cause de Coupe du monde de football. Pas très politiquement correct. « *Le président a décidé de le reporter au moment où je m'exprimais* », justifie-t-elle. Quelques jours plus tôt, elle avait également tenté d'excuser l'expression « *pognon de dingue* » utilisée par Emmanuel Macron pour désigner les aides

« En politique, on est obligé d'affronter les projecteurs. L'action ne suffit pas, il faut hurler sur les toits »

AGNÈS BUZYN

sociales. « *C'était une conversation privée autour d'un discours* », avait-elle défendu, oubliant que la vidéo avait été volontairement mise en ligne par l'Élysée.

Elle refuse pour autant de parler de « couac » et préfère évoquer sa « *spontanéité* ». « *Sinon, c'est comme ça qu'on arrive à de la langue de bois. Je suis souvent surprise de voir comment ça s'emballe sur un mot. Au début, je le vivais très mal. Maintenant, je sais que ça n'a qu'un temps.* » Un de ses lapsus lui vaut tout de même d'être nommée pour le prix de l'humour politique. En mars, à l'Assemblée nationale, elle avait lancé : « *Monsieur le président, mesdames et messieurs les retraités...* », avant d'éclater de rire.

Fille d'un rescapé d'Auschwitz, lui-même chirurgien orthopédiste, l'ancienne élève de la chic Ecole alsacienne, à Paris, est devenue une spécialiste reconnue de la greffe de moëlle osseuse avant de diriger trois institutions sanitaires de renom. Un parcours qui lui a facilité la tâche pour retisser des liens très distendus avec les médecins sous le précédent mandat.

« *C'est peut-être la première fois qu'on a une ministre médecin qui n'oublie pas qu'elle est médecin une fois qu'elle est ministre* », se félicite Patrick Bouet, président du Conseil national de l'ordre des médecins. Un ancien député socialiste regrette, lui, qu'Agnès Buzyn se définisse « *avant tout comme un médecin et non comme la ministre des patients, c'est un choix* ». Reste qu'en multipliant depuis un an les constats alarmants sur un hôpital public à bout de souffle, elle a pesé dans le choix d'une vaste réforme du système de santé qui n'était pas dans le programme d'Emmanuel Macron. Elle dit par ailleurs avoir convaincu le chef de l'Etat de la nécessité de s'attaquer au chantier de la dépendance.

A son arrivée au ministère, la nouvelle locataire raconte avoir été surprise par la violence du monde politique. « *Je suis d'un caractère réservé. Je ne cherche pas à prendre la lumière personnellement*, affirme-t-elle. *Mais en politique, on est obligé d'affronter les projecteurs, de faire un travail sur soi. L'action ne suffit pas, il faut hurler sur les toits.* » Lors de ses premières interviews, elle n'hésitait pas à mettre en avant sa proximité avec Simone Veil, qui fut huit ans sa belle-mère, décrivant volontiers sa nomination comme « *un passage de relais* ».

Ceux qui la connaissent décrivent une bosseuse empathique, humaniste. Une femme déterminée – « *de pouvoir* » diront certains – qui a le service public chevillé au corps. « *C'est une belle âme*, juge Jean-Paul Delevoye, haut commissaire chargé de la réforme des retraites. *Elle est sincère, elle a de l'audace et la capacité de dire les choses pour faire bouger le système. Elle n'est pas là pour gérer un passé mais construire un futur.* »

Combats personnels

Au début du quinquennat, de nombreux élus de la majorité espéraient la voir incarner la

« *jambe gauche* » du gouvernement, face aux ministres venus de la droite comme Gérard Darmanin ou Bruno Le Maire. « *On a besoin d'elle* », disaient-ils alors que les mesures en faveur des plus aisés se multipliaient. Mais Agnès Buzyn a refusé l'obstacle. « *Elle n'a pas fait le choix de se mettre dans une case, même si cette case pouvait être utile au gouvernement* », reconnaît le député (LRM) du Val-d'Oise Aurélien Taché. « *J'incarne parfaitement le bien-être social, je n'ai jamais rien fait d'autre dans ma vie* », répond l'intéressée.

Ce n'est pourtant pas elle qui a présenté les plans pauvreté et santé mais Emmanuel Macron. La ministre se charge du service après-vente. « *C'est une chance pour un ministre d'avoir des politiques que le président souhaite assumer*, estime Agnès Buzyn. *Il se met en danger. Il donne un élan.* » Tant pis si cela implique de rester dans l'ombre.

Pour autant, cette technicienne a déjà quelques mesures à faire valoir : elle a rendu onze vaccins obligatoires, obtenu la hausse progressive du prix du paquet de cigarettes à 10 euros, le dérem-

boursement de quatre médicaments anti-Alzheimer jugés inefficaces et ouvert la porte à celui de l'homéopathie... Sur l'alcool, qui figure parmi ses combats personnels en tant qu'ancienne présidente de l'Institut du cancer, elle a en revanche été désavouée par le président de la République en début d'année. Depuis, elle fait profil bas sur le sujet.

A l'Élysée, on la présente volontiers comme un « *symbole* » de ces ministres venus de la société civile pour « *apporter leur savoir-faire et leurs compétences* ». « *Agnès Buzyn est la ministre qui s'est le plus approprié le phrasé d'Emmanuel Macron, qui a parfaitement intégré le libérer et le protéger du programme*, assure l'entourage du chef de l'Etat. *En plus, elle a un regard très lucide sur elle-même, elle sait analyser ses forces et ses faiblesses, et les dépasser.* »

« *C'est quelqu'un d'une très grande honnêteté intellectuelle, qui ne se pousse pas du col mais ne s'excuse pas non plus de donner son avis* », abonde Maignon. Un familier du ministère est plus nuancé : « *Elle défend ses idées mais c'est une bonne élève. Elle a hyper interiorisé le cadre et la*

contrainte, et n'essaye pas de l'élar-

Sur la réforme des retraites, c'est Jean-Paul Delevoye qui est en première ligne. A lui la préparation du dossier, à elle le portage politique

gir. » Spécialiste de la santé, elle l'est moins des questions sociales ou sociétales. Elle devra néanmoins monter au front prochainement. Sur le dossier explosif des retraites, la ministre est attendue au tournant. L'opposition politique et syndicale a déjà prévu d'en faire la « *mère des batailles* ».

Corriger le tir

Il lui faudra maîtriser un sujet complexe pour éviter certaines maladresses. En juillet dans l'Hémicycle, elle avait ainsi laissé entendre, avant de corriger le tir, que les femmes ayant travaillé n'auraient plus le droit aux pensions de réversion. Pour l'heure, c'est Jean-Paul Delevoye qui est en première ligne. A lui la préparation du dossier, à elle le portage politique.

« *C'est lui le ministre des retraites, Buzyn, elle n'y connaît rien et n'a pas voix au chapitre* », cingle le numéro un d'une confédération syndicale. Pour faire taire les mauvaises langues, la ministre sera autour de la table, le 10 octobre, lors de la reprise de la concertation avec les partenaires sociaux.

Un autre bataille l'attend et non des moindres. La ministre de la santé aura à défendre dans les mois à venir le projet de loi bioéthique, qui devrait reprendre la promesse d'Emmanuel Macron d'ouvrir la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes célibataires et aux couples lesbiens. « *Je ne veux pas d'une loi de combat mais que l'on se respecte, indique-t-elle. Il faut un débat apaisé, arrêter les affrontements stériles et ne pas humilier.* » Face à La Manif pour tous qui fourbit déjà ses armes, Agnès Buzyn devra elle aussi affûter les siennes. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES
ET CÉDRIC PIETRALUNGA

LES DATES

1962

Naissance à Paris,
le 1^{er} novembre.

2008 À 2013

Présidente du conseil d'adminis-
tration de l'Institut de radiopro-
tection et de sûreté nucléaire.

2011 À 2016

Présidente du conseil
d'administration de l'Institut
national du cancer.

2016-2017

Présidente du collège de
la Haute Autorité de santé.

2017

Intègre le gouvernement
d'Edouard Philippe, le 17 mai.